

26/2/2013



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/10926

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6926^e séance – matin

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES POLITIQUES INFORME LE CONSEIL DE SÉCURITÉ **DES « RISQUES ACCRUS » DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ, EN SYRIE ET AU LIBAN**

Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, a décrit, ce matin devant le Conseil de sécurité, les « risques accrus sur plusieurs fronts au Moyen-Orient », notamment dans le Territoire palestinien occupé, en Syrie et au Liban.

Les tensions, a-t-il dit, s'aggravent entre Israéliens et Palestiniens, sans perspectives de reprise des négociations, tandis qu'en Syrie, la « spirale militaire destructrice qui se renforce chaque jour » menace d'entraîner les pays voisins, en particulier le Liban, dans cette tourmente.

« Les chances existent pour inverser ces tendances, mais pas si la communauté internationale demeure statique », a estimé M. Feltman, qui présentait devant les membres du Conseil de sécurité l'exposé du Secrétariat sur « la situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine ».

Selon le Secrétaire général adjoint, « des efforts intensifiés par le Conseil et ses membres peuvent faire une différence significative tant qu'il est encore temps de le faire ».

S'agissant du processus de paix israélo-palestinien, « la résignation n'est pas une option acceptable », a-t-il dit, déplorant l'impasse dans les négociations.

La persistance du statu quo représenterait, à ses yeux, « un échec des parties et de la communauté internationale au moment même où nous devrions saisir les chances qui se présentent pour aider les parties à définir et à mettre en œuvre un accord sur le statut final ».

Le Secrétaire général adjoint a souligné la nécessité d'« insuffler maintenant un nouvel élan dans le processus politique israélo-palestinien ». « Nous savons qu'il existe des deux côtés des forces négatives, comme celles qui ont tiré aujourd'hui à partir de Gaza une roquette sur Israël », a-t-il affirmé.

Ces forces, a-t-il ajouté, « tirent leurs atouts du statu quo et de la paralysie ». Les deux parties ont la responsabilité de les « marginaliser », en « créant les conditions d'un processus de négociation réussi, basé sur la confiance ».

« Étant donné la méfiance qui prévaut malheureusement aujourd'hui dans les relations israélo-palestiniennes, nous ne pouvons pas sous-estimer les difficultés qu'il y aura à mettre en place une initiative politique sérieuse et substantielle, avec un calendrier réaliste et soutenu collectivement par

toutes les parties prenantes », a expliqué M. Feltman.

« Cependant, a-t-il poursuivi, on ne peut s'attendre à des avancées cette année sans l'articulation d'un cadre politique crédible visant à réaliser la solution à deux États. »

« Le moment est venu pour nous tous d'agir avec détermination, de façon concertée, y compris avec un Quatuor revitalisé et pertinent, mais aussi au-delà, si nous voulons préserver la solution à deux États. » L'ONU, a-t-il assuré, est « prête à cette fin à appuyer toute initiative internationale sérieuse ».

Dans son exposé, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a en particulier dépeint la situation au lendemain des élections israéliennes du 22 janvier, évoquant également la visite que doit effectuer le mois prochain dans la région le Président des États-Unis, M. Barack Obama, et le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry. « Nous attendons avec intérêt cet engagement renouvelé de la part des États-Unis », a-t-il dit.

M. Feltman a, en outre, mis l'accent sur la situation fiscale « terrible » des Palestiniens, qui « doit être réglée ». « La stabilité fiscale est essentielle à la préservation des acquis dans l'établissement de l'État palestinien, y compris les progrès importants des services de sécurité », a-t-il observé.

L'ONU continue de suivre avec attention les dimensions sécuritaire, politique et des droits de l'homme de la question des détenus palestiniens dans les prisons israéliennes. Il a fait part de ses préoccupations au sujet de la mort d'Arafat Jaradat samedi, appelant à une enquête indépendante et transparente par les autorités israéliennes sur les circonstances de ce décès. Il s'est aussi montré préoccupé par la grève de la faim de quatre autres prisonniers.

Les opérations menées par les Forces de sécurité israéliennes en Cisjordanie, y compris dans la zone A, se sont poursuivies de façon constante, a ajouté le Secrétaire général adjoint, faisant état d'un bilan de 617 Palestiniens blessés en un mois, dont 116 enfants et 10 femmes, et de 491 arrestations.

M. Feltman a, de même, invité Israël à tenir compte des appels de la communauté internationale pour qu'il cesse la construction de colonies.

Concernant Gaza, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques s'est dit « profondément troublé » par l'attaque à la roquette qui a eu lieu aujourd'hui contre Israël. « Rien ne peut justifier de telles attaques », a-t-il dit, condamnant ces frappes aveugles, tout en exhortant Israël à « faire preuve d'un maximum de retenue ».

Par ailleurs, « la Syrie continue d'inquiéter vivement l'ONU », a dit M. Feltman. « Chaque jour, a-t-il dit, nous voyons le lourd tribut que paient les civils en Syrie », a-t-il ajouté, précisant que le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, avait « fermement condamné » les frappes de missiles balistiques à Alep et la série de bombardements à Damas.

Il a réitéré l'appel de M. Ban en faveur d'un « arrêt immédiat des fournitures d'armes aux deux camps dans ce conflit brutal ». En outre, a déclaré M. Feltman, « les auteurs de crimes graves devront en répondre ». « Il n'y a pas de prescription pour les crimes graves ou les crimes contre l'humanité », a-t-il rappelé.

Il a rappelé que dans son dernier rapport, publié la semaine dernière, la Commission d'enquête indépendante du Conseil des droits de l'homme avait conclu que le Gouvernement et les forces d'opposition avaient commis des exactions qui s'apparentent à des crimes de guerre, même si ceux perpétrés par les autorités de Damas « dépassent largement » ceux de leurs adversaires.

« Les hôpitaux, les boulangeries et les files d'attente sont pris pour cibles. Des quartiers

entiers sont rasés. Le riche patrimoine culturel de la Syrie est en cours de destruction », a-t-il affirmé.

Ce conflit a également « atteint une dimension sectaire », a ajouté M. Feltman, qui a évoqué un « tableau tout simplement effroyable » de la situation.

« Il ne saurait y avoir de place dans une future Syrie pour ceux qui foulent au pied les croyances, les pratiques et les symboles d'autres traditions religieuses ou qui citent l'idéologie sectaire comme prétexte pour tenter de concentrer le pouvoir dans les mains d'un seul groupe. Il n'y a pas de place pour le sectarisme ou la discrimination d'où qu'ils viennent. Toutes les communautés doivent avoir la garantie que leurs droits sont respectés. »

Le Secrétaire général adjoint a estimé, dans ce contexte, que la proposition de dialogue présentée par le Président de la Coalition nationale syrienne constituait une « évolution positive ».

M. Feltman s'est aussi attardé sur la situation humanitaire dans le pays, laquelle se détériore, précisant que 4 millions de Syriens avaient besoin d'une aide, y compris 2 millions de déplacés, et que 900 000 personnes avaient été contraintes de fuir vers des pays voisins, dont plus de 150 000 au cours de ce seul mois.

La situation dans le Golan est également précaire et met en péril le cessez-le-feu ainsi que la sécurité des civils et du personnel des Nations Unies, a-t-il dit.

M. Feltman a, de même, exprimé la préoccupation du Secrétariat face aux conséquences du conflit syrien sur le Liban. La situation reste stable, a-t-il dit, notant néanmoins que les tensions se sont accrues dans les zones frontalières du nord-est. « Nous sommes préoccupés par toute action qui risquerait d'entraîner le Liban dans le conflit en Syrie », a-t-il déclaré, affirmant que les transferts d'armes vers ou en provenance du territoire libanais étaient contraires aux obligations internationales.

Le Secrétaire général adjoint a appelé ainsi toutes les parties à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban, et a invité les parties libanaises à honorer les engagements pris dans la Déclaration de Baabda de juin 2012 sur le dialogue et la pacification politique.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel